

CONFÉRENCE DE PRESSE

BUDGET DE L'ÉTAT :

UN PRÉSENT STABILISÉ, UN AVENIR À SÉCURISER

26 novembre 2024

Carlo Thelen, Directeur Général

Christel Chatelain, Director Economic Affairs

Anthony Villeneuve, Economist

A perspective view of a railway track stretching into the distance, with a white text box overlaid in the center. The track is made of steel rails on concrete sleepers, with gravel ballast. The background is a hazy, overcast sky and some distant trees and structures.

**1. Des perspectives mondiales qui vacillent
entre risques, tensions et incertitudes**



L' économie mondiale sur le fil du rasoir

- Des **tensions** géopolitiques aux issues incertaines
- Une **économie européenne** en quête d'un nouveau souffle
- Des **dynamiques** économiques **hétérogènes**
 - Au niveau des croissances
 - Au niveau des assouplissements monétaires

Une reprise timide au Luxembourg

PIB

	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Croissance du PIB selon projet de budget 2024 déposé en mars 2024	-1,0%	2,0%	3,0%	2,8%	2,8%	/
Croissance du PIB selon projet de budget 2025 déposé en octobre 2024	-1,1%	1,5%	2,7%	2,0%	3,2%	3,0%
Différence (en points de pourcentage)	-0,1 pp	-0,5 pp	-0,3 pp	-0,8 pp	0,4 pp	
Croissance du PIB selon prévisions d'automne de la Commission européenne		1,2%	2,3%	2,2%		

Emploi

	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Croissance de l'emploi selon projet de budget 2024 déposé en mars 2024	2,1%	1,3%	2,2%	2,6%	2,4%	/
Croissance de l'emploi selon projet de budget 2025 déposé en octobre 2024	2,2%	0,9%	1,5%	1,6%	2,2%	2,5%
Différence (en points de pourcentage)	0,1 pp	-0,4 pp	-0,7 pp	-1,0 pp	-0,2 pp	

2. Des évolutions en demi-teinte pour les Administrations publiques

Un changement de cap pour l'Administration centrale ... (1/5)

26.11.2024

Des dépenses largement freinées ...

2023	2024		2025		2026	2027	2028
compte prévisionnel	budget voté	prévisions	prévisions		prévisions	prévisions	prévisions
27 187	29 361	29 527	30 858		32 228	33 359	35 146
			<i>par rapport à 2024 budget voté</i>	<i>par rapport à 2024 prévisions</i>			
11,3%	8,0%	8,6%	5,2%	4,5%	4,4%	3,5%	5,4%

Mesures prises pour lutter contre les effets de la hausse des prix énergétiques et de l'inflation pour les ménages et les entreprises

Fin de ces mesures & volonté de freiner les dépenses

4,4% en moyenne

Moyenne historique entre 1995 et 2023 de 6,7%

Une rupture bienvenue qu'il faut concrétiser

Un changement de cap pour l'Administration centrale ... (2/5)

26.11.2024

... notamment en agissant sur les dépenses courantes

Nombre d'ETP au niveau de l'Etat central : **+46%** entre 2015 et 2023 ...

... alors que croissance démographique de 16,5%

... alors que croissance du PIB de 18%

1.350 engagements en 2025 contre 1.500 en 2024

Annonce d'investissements importants dans la digitalisation et la simplification de l'Administration

Une 1^{ère} décélération des dépenses en **2025**

Un franc ralentissement en **2026**

	2015	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Rémunération des salariés	3 216	6 333	7 072	7 549	7 845	8 206	8 589
<i>Variation</i>			11,7%	6,7%	3,9%	4,6%	4,7%
En % du PIB	6,4%	8,0%	8,6%	8,7%	8,6%	8,6%	8,5%
En % des dépenses de l'Administration centrale	20,5%	23,3%	24,0%	24,5%	24,3%	24,6%	24,4%

Une **évolution mieux contrôlée**, mais une charge relativement équivalente par rapport au PIB et aux dépenses totales

Un changement de cap pour l'Administration centrale ... (3/5)

26.11.2024

Des recettes réévaluées qui doivent maintenant se matérialiser

2023	2024		2025		2026	2027	2028
compte prévisionnel	budget voté	prévisions	prévisions		prévisions	prévisions	prévisions
25 726	27 451	28 106	29 570		31 145	32 675	34 478
			<i>par rapport à 2024 budget voté</i>	<i>par rapport à 2024 prévisions</i>			
8,6%	6,7%	9,3%	7,7%	5,2%	5,3%	4,9%	5,5%

Hausse estimée de 19% du rendement de l'impôt sur les collectivités entre le budget 2024 et les prévisions 2025

+655 millions d'euros

Entre 2024 et 2025 : +1.464 millions d'euros

Impôts courants sur le revenu et le patrimoine : +10,8%

Impôts sur la production et les importations : +8,8%

- Regain de l'activité économique
- Soldes d'impôts d'années antérieures

Impôts sur le revenu et le patrimoine : +4% (soit +570 millions d'euros)

Impôts sur la production et les importations : +8,5% (soit +823 millions d'euros)

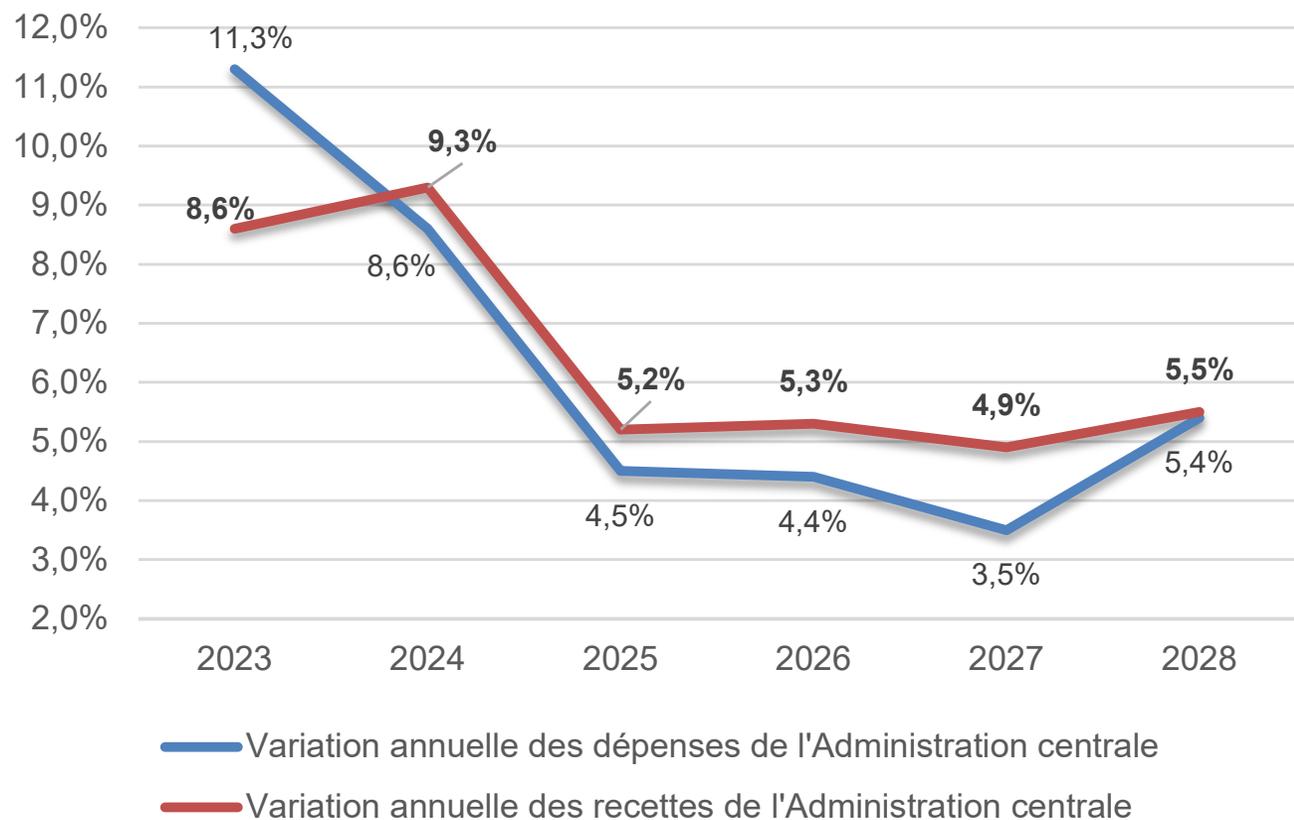
! Malgré le déchet fiscal du « Entlaaschtungs-Pak »

Un changement de cap pour l'Administration centrale ... (4/5)

26.11.2024

Inverser l'effet ciseaux : une volonté qui se concrétise

Un effet ciseaux qui s'inverse dès 2024 : la variation annuelle des recettes devient plus importante que celle des dépenses

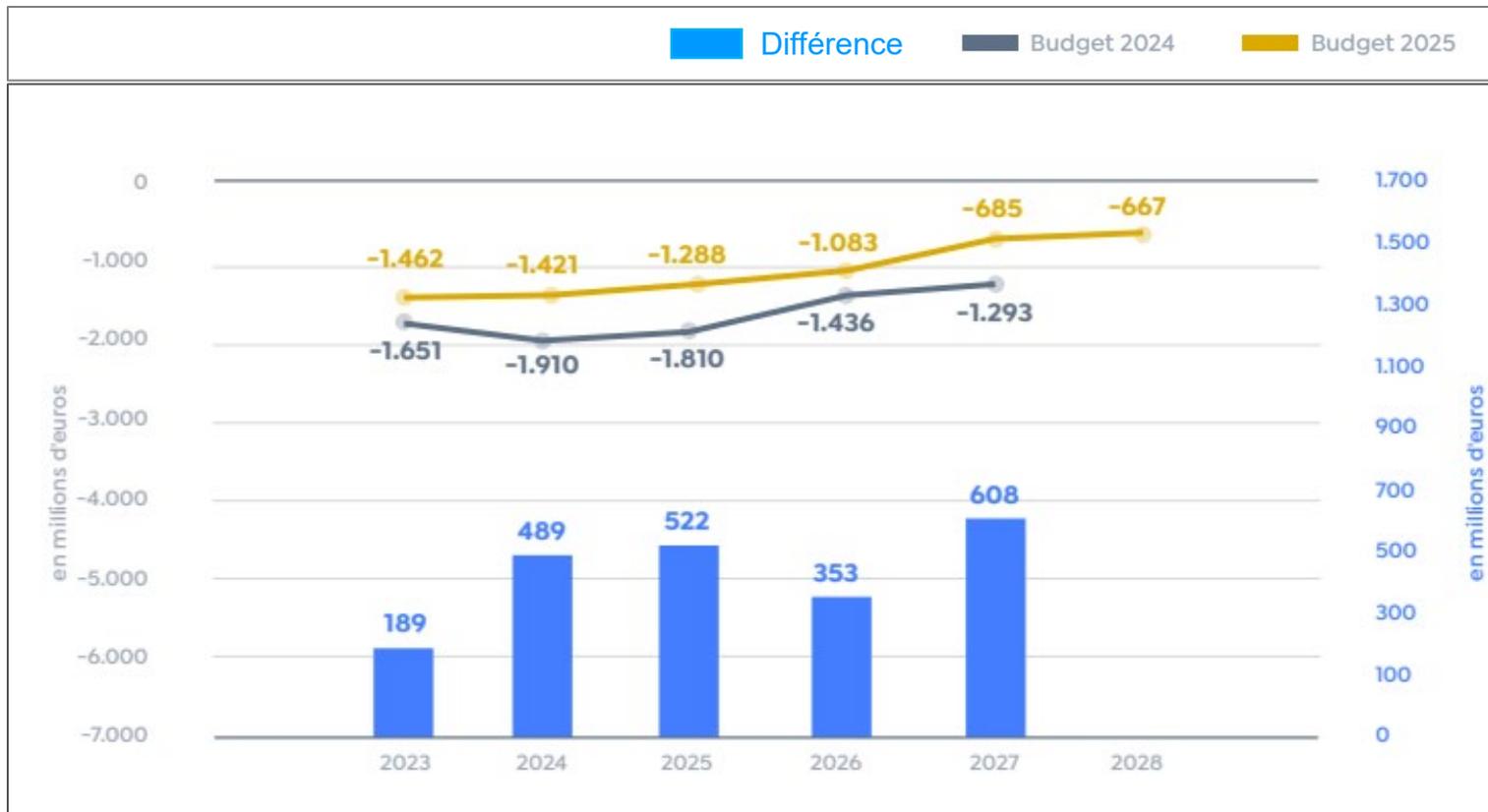


Sens des responsabilités dont fait preuve le Gouvernement est à saluer

Un changement de cap pour l'Administration centrale ... (5/5)

Des **soldes** qui s'améliorent nettement par rapport aux prévisions précédentes

Avec des dépenses freinées et des recettes en forte hausse, les **soldes** connaissent une amélioration cumulée de presque 2 milliards d'euros sur 4 ans



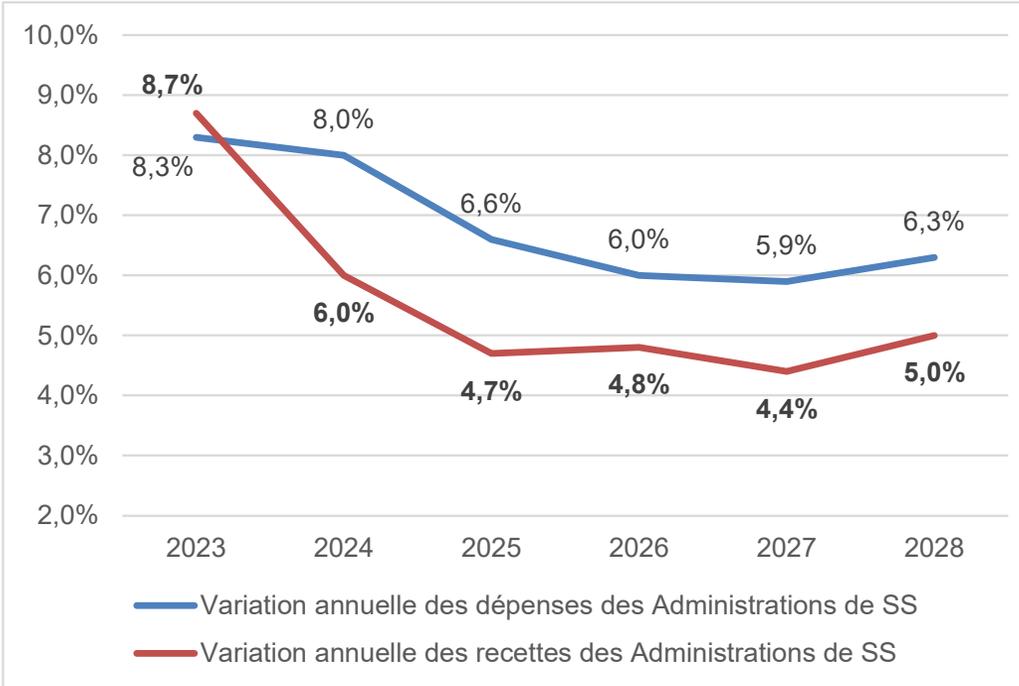
Le déficit repasse sous la barre symbolique du milliard d'euros dès 2027

	2023	2024	2025	2026	2027	2028
en millions EUR	-1 462	-1 421	-1 288	-1 083	-685	-667
en % du PIB	-1,8%	-1,7%	-1,5%	-1,2%	-0,7%	-0,7%

... qu'il est primordial d'appliquer à la **sécurité sociale** rapidement

26.11.2024

Dépenses & recettes



Un **effet ciseaux** marqué qui ne s'inversera pas

Un 1^{er} **déficit** historique en 2028

Selon l'**analyse de sensibilité**, même orientation à la baisse structurelle, à **politique inchangée**

↳ **le *statu quo* n'est plus une option**

Solde

	2023	2024	2025	2026	2027	2028
en millions EUR	1 173	937	657	478	228	-15
en % du PIB	1,5%	1,1%	0,8%	0,5%	0,2%	0,0%

Car à long terme, la situation se détériora davantage

26.11.2024

Le nombre d'actifs va diminuer, concomitamment à une hausse du nombre d'inactifs et d'actifs âgés

Les dépenses totales liées au vieillissement augmenteront de plus de 10 points de pourcentage d'ici 2070

Hypothèses	AR 2024 *)		
	2022	2070	2070-2022
productivité du travail	-0,7	1,2	2,0
croissance économique	1,5	1,2	-0,4
Population (en millions)	0,7	1,0	0,3
population en âge de travailler (15-64/total)	69,3	57,3	-12,0
ratio inactifs/actifs (65+/15-64)	21,4	51,0	29,6
ratio actifs âgés/actifs (55-64/15-64)	18,3	21,7	3,3
taux de chômage (15-64)	4,6	5,7	1,1

(en % du PIB)	AR 2024 *)		
	2022	2070	2070-2022
Dépenses liées au vieillissement	17,2	27,9	10,7
dont dépenses de pension	9,2	17,5	8,3
dont dépenses soins de santé	3,9	5,1	1,2
dont dépenses soins de longue durée	1,1	2,7	1,6
dont dépenses pour éducation	3,0	2,6	-0,4
dont dépenses pour chômage	-	-	-
<i>Réserve de compensation Fonds de pension</i>	<i>31,4</i>	<i>0,0</i>	

Source : Projections au sein du groupe de travail « Ageing working group » (AWG) du Comité de politique économique auprès du conseil ECOFIN

Si l'horizon temporel de 2070 peut sembler lointain et incertain, **les premiers signes de ces évolutions sont déjà bien visibles** dans les budgets, en raison du ralentissement de l'emploi associé à une accélération des départs à la retraite

Une assurance pension clairement insoutenable

26.11.2024

Entre 2023 et 2028 :

Dépenses : +7,2% en moyenne

Recettes : +4,7% en moyenne



La **prime de répartition pure** atteindrait 24,3% déjà en 2026, donc les cotisations ne permettront plus de couvrir les dépenses

Sur le long terme :

Les **dépenses** vont passer de 7,2% du PIB en 2022 à 10,9% du PIB en 2050 et 15,8% en 2070

Les **recettes** se stabiliseraient à 8,5% du PIB dès 2050

Les **surplus** vont s'étioler et le régime général de pension devient déficitaire en 2033

La **réserve** diminue rapidement et sera épuisée en 2047

La non-soutenabilité du système apparaît clairement. Il faut dès à présent :

- Agir sur les dépenses
- Sauvegarder, voire renforcer le caractère social du régime, tout en respectant l'équité intergénérationnelle
- Viser l'augmentation de l'âge effectif de départ à la retraite

Et l'assurance maladie – maternité suit la même tendance

26.11.2024

Les **dépenses** du régime d'assurance maladie-maternité connaissent des hausses très soutenues

- Elles devraient augmenter de **+6,2%** en moyenne chaque année entre 2023 et 2028

Les **recettes** faiblissent en raison d'un marché de l'emploi et un revenu cotisable moyen évoluant de manière moins dynamique que par le passé

- Elles devraient augmenter de **+5,0%** en moyenne chaque année entre 2023 et 2028

Les **déficits** s'accumulent et la réserve passerait en-dessous de son seuil légal de 10% dès 2027

- Le déficit irait en s'aggravant, passant de -46 millions d'euros en 2024 à -190 millions d'euros à en 2028

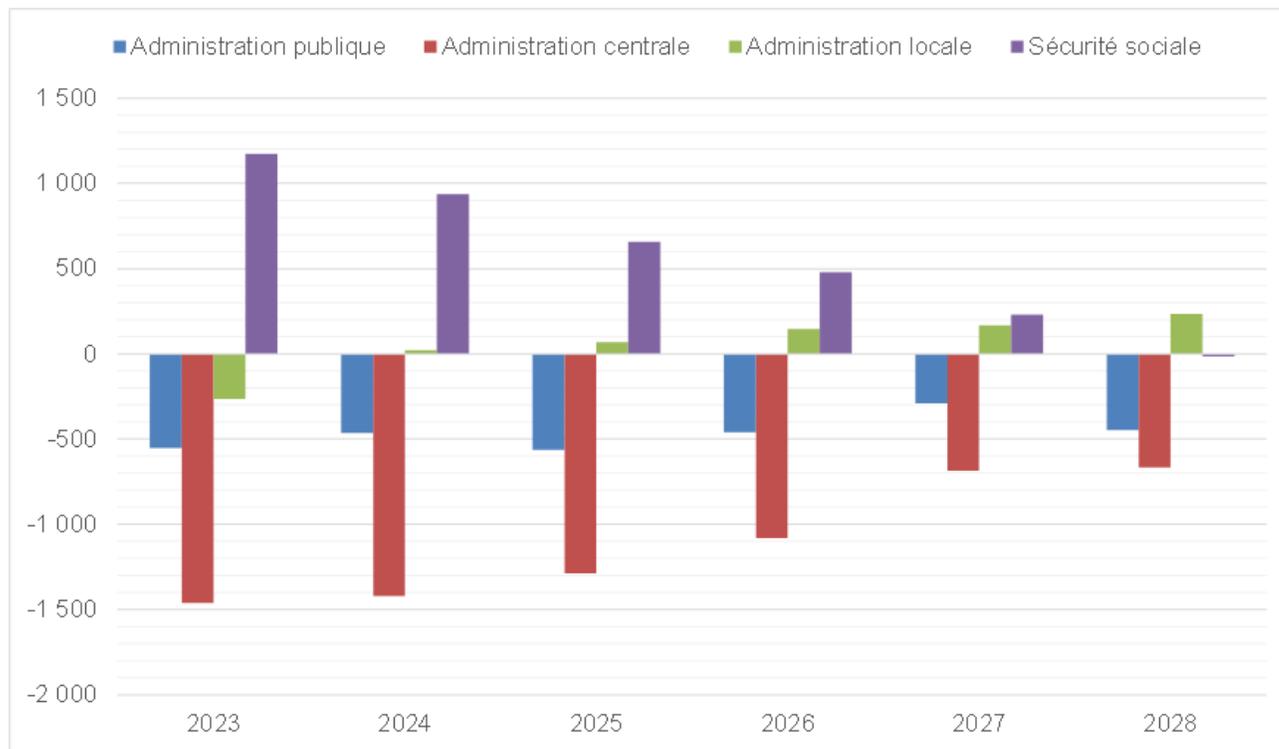
La **hausse de l'absentéisme** pèse également sur le financement du système et sur l'activité des entreprises

Le Gouvernement doit donc engager une réforme au plus vite au niveau de l'assurance maladie, mais également de l'assurance dépendance, ainsi que renforcer les dispositifs de lutte contre l'absentéisme abusif

Une Administration publique dépendante de ses sous-secteurs

26.11.2024

Des déficits qui fluctuent au gré des soldes de l'AC et de la SS



2025 : le déficit se creuse en raison d'une baisse du surplus de la SS.

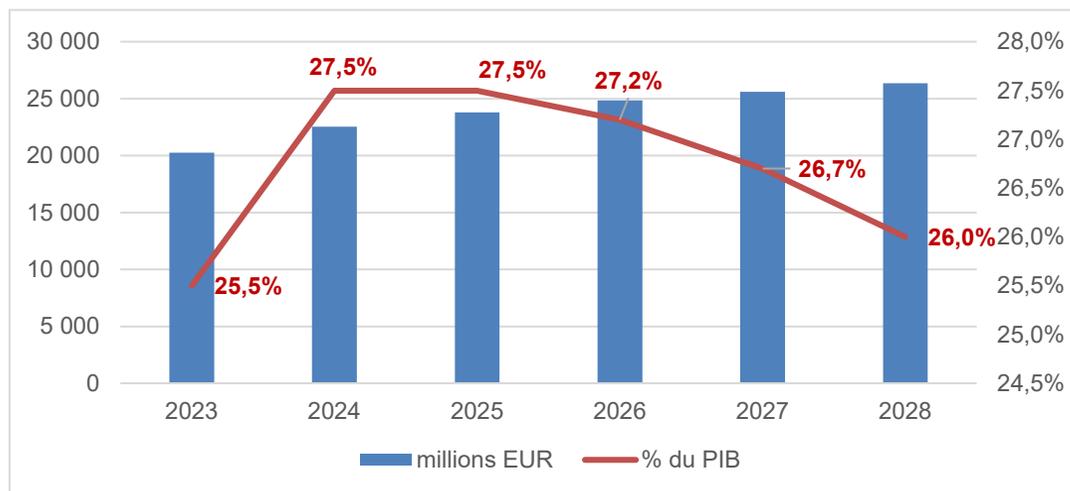
2026 et 2027 : une amélioration qui s'explique par la baisse significative des déficits de l'AC.

2028 : la baisse du déficit de l'AC n'est pas suffisante pour compenser la dégradation du solde de la SS.

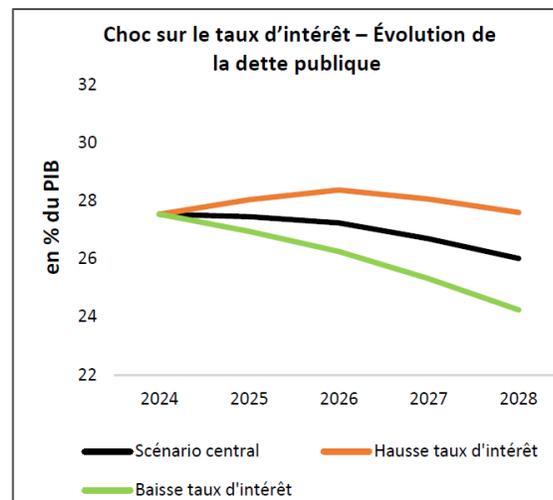
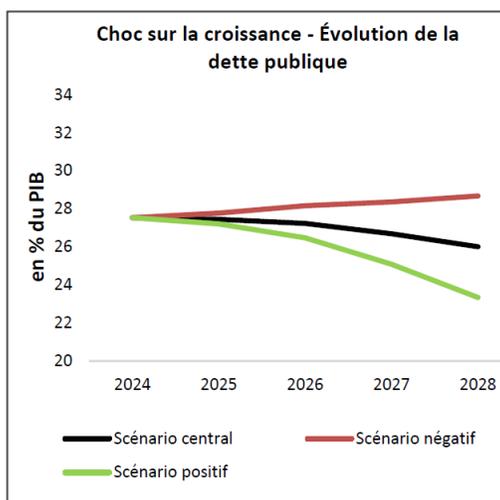
		2023	2024	2025	2026	2027	2028
Administration publique	en millions d'euros	-552	-464	-563	-460	-289	-448
	en % du PIB	-0,7%	-0,6%	-0,6%	-0,5%	-0,3%	-0,4%

Dette publique : un inversement de tendance à saluer

26.11.2024



- ✓ La dette publique est passée de 7,8% du PIB en 2004 à 25,5% en 2023 : un coup de frein était nécessaire et attendu.
- ✓ **En termes absolus**, la dette continuerait d'augmenter, mais « de manière contrôlée » selon le budget.
- ✓ **En % du PIB**, elle diminuerait à partir de 2026, sauf en cas de matérialisation d'un scénario macroéconomique moins favorable, comme le montre l'analyse de sensibilité.
- ✓ **Les intérêts échus sur la dette** passeront de 171 millions d'euros en 2024 à 442 millions d'euros en 2028 car les emprunts qui viennent à échéance devront être refinancés à des taux plus élevés.



26.11.2024



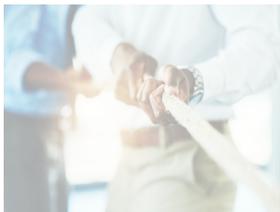
3. Le Luxembourg face aux grandes transformations



26.11.2024

CHAMBER OF COMMERCE

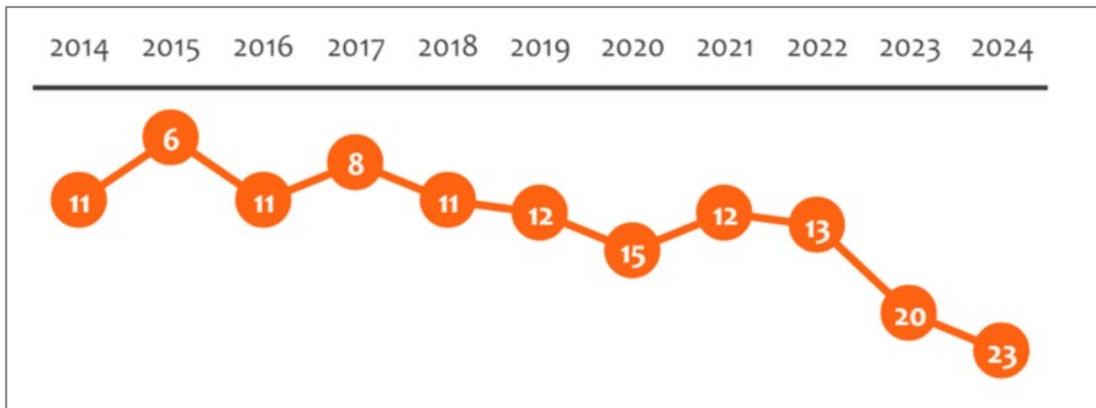
La baisse de la compétitivité et l'attractivité sous pression



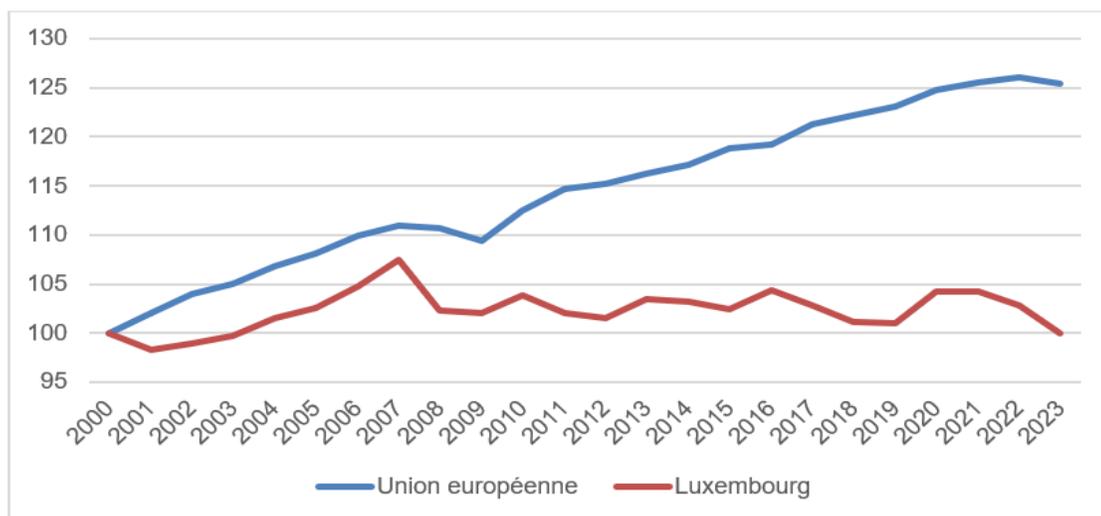
Une compétitivité qui plonge et une productivité qui stagne

26.11.2024

Classement du Luxembourg dans le classement IMD



Evolution de la productivité du travail par heure travaillée



Facteurs qui impactent la compétitivité du Luxembourg :

- la stagnation de la productivité du travail
- le coût du travail
- le manque de main-d'œuvre qualifiée
- la faiblesse des dépenses de Recherche & Développement
- etc.



1. Agir sur la compétitivité-coûts (1/3)

26.11.2024

Coût de la fiscalité

La compétition fiscale est rude à l'échelle internationale



La réduction d'un point de **l'impôt sur le revenu des collectivités** constitue un premier signal très encourageant



Il est primordial de poursuivre sur cette voie et de diminuer ce taux de manière progressive, ainsi que d'élaborer une feuille de route fiscale pluriannuelle qui offrirait aux entreprises la prévisibilité dont elles ont besoin pour leurs décisions d'investissement



D'autres instruments peuvent également être actionnés de manière ciblée, notamment des crédits d'impôts et des bonifications

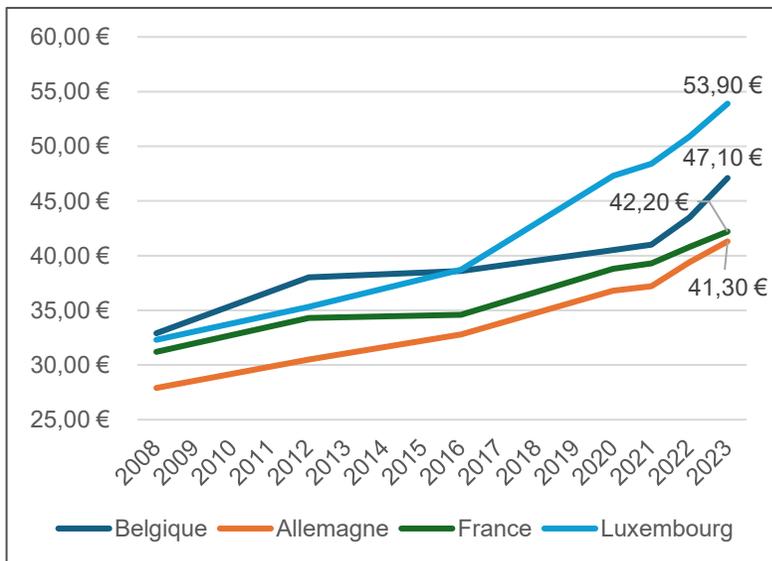


1. Agir sur la compétitivité-coûts (2/3)

26.11.2024

Coût de la main-d'œuvre

La progression du coût du travail a été plus rapide au Luxembourg que dans les économies voisines



Selon le Baromètre de l'Economie du second semestre 2024, 57% des entrepreneurs interrogés considèrent que le coût de la main-d'œuvre va représenter un défi pour le développement de leur entreprise en 2025

Le projet de budget porte encore la trace de l'emballlement des salaires

↳ il est donc urgent d'agir sur le coût de la main-d'œuvre, mais le projet de budget ne contient aucune indication à ce sujet



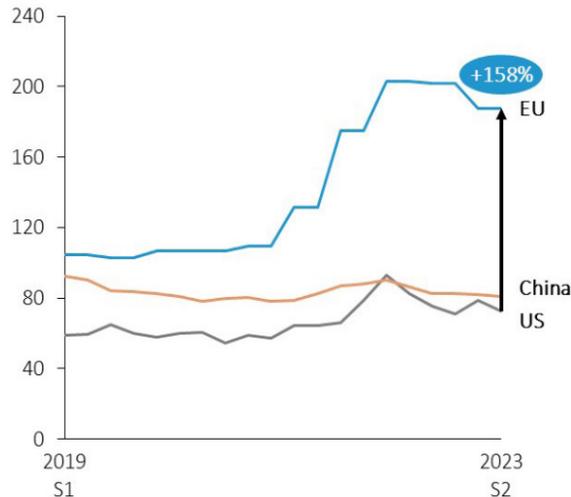
1. Agir sur la compétitivité-coûts (3/3)

26.11.2024

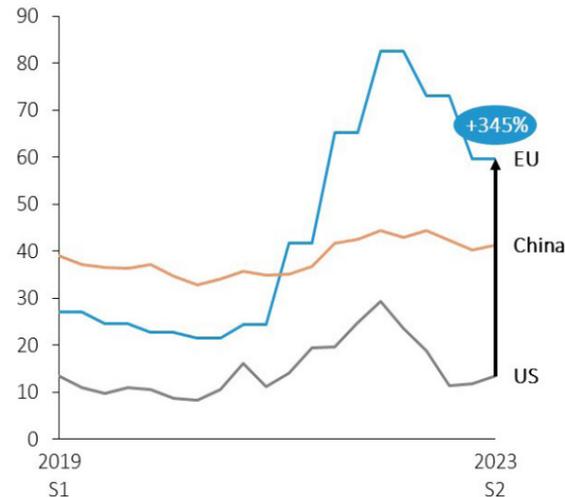
Coût de l'énergie

La restauration de la compétitivité européenne en matière d'énergie est cruciale pour garantir un avenir à l'industrie

Industrial retail power prices
EUR/MWh



Industrial gas prices
EUR/MWh



Le budget annonce des investissements importants pour soutenir les **programmes d'efficacité énergétique** et de **production d'énergies renouvelables**

Les ambitions au niveau national semblent toutefois limitées, par rapport au volet international

	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Volet national	10.226	39.500	41.500	46.500	45.500	45.500
		286,27%	5,06%	12,05%	-2,15%	0,00%
Volet international	105.250	155.600	150.300	154.240	162.000	170.300
		47,84%	-3,41%	2,62%	5,03%	5,12%



2. Renforcer la Place financière et diversifier l'économie (1/2)

26.11.2024

La Place financière

Le renforcement de la compétitivité de Place financière constitue un enjeu majeur pour le pays et le Gouvernement y accorde une « attention particulière ».

↳ 20 millions d'euros supplémentaires seront consacrés au **développement de la Place financière**, soit une augmentation de 235% en 2025.

↳ **Exonération de la taxe d'abonnement** pour les ETFs gérés activement, un signal positif à destination du marché international.

MAIS afin de restaurer pleinement la compétitivité de la Place financière, une révision de cette taxe, voire son abrogation progressive, est souhaitée.



2. Renforcer la Place financière et diversifier l'économie (2/2)

26.11.2024

La diversification de l'économie

- La documentation budgétaire ne permet pas d'avoir une vue d'ensemble claire et cohérente des ressources allouées à ces secteurs de diversification.
- Mais certaines lignes du budget montrent ces efforts.

Les zones d'activités économiques

- Pour accueillir ces nouvelles activités et pour garantir le développement des activités historiques, l'économie luxembourgeoise a besoin d'espaces suffisants :
 - « *Il est prévu d'acquérir des superficies identiques localisées dans des sites plus appropriés, ceci afin d'améliorer la disponibilité de terrains dans les zones d'activités* »
- Les crédits consacrés à l'acquisition et aux aménagements progressent de 120% par rapport à 2024, soit 52 millions d'euros en 2025.



3. Former et attirer des talents

26.11.2024

Important programme d'investissements pour la formation initiale et dans des actions de formation

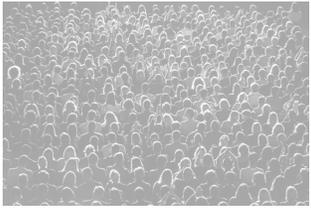
	2024	2025	2026	2027	2028
Education (enseignement public, privé, universitaire)	192	232	232	292	330
<i>Variation</i>		20,83%	0,00%	25,86%	13,01%
% du PIB	0,23%	0,27%	0,25%	0,30%	0,33%
Investissements (directs et indirects)	3.773	3.948	4.206	4.166	4.655
% du PIB	4,61%	4,55%	4,61%	4,34%	4,60%
Part relative Education	5,09%	5,88%	5,52%	7,01%	7,09%

Une attention particulière doit être portée aux **travailleurs frontaliers** :

- le nombre de frontaliers belges et allemands ne progresse quasiment plus,
- le nombre de **frontaliers allemands** a même baissé au cours des deux premiers trimestres de l'année 2024, comme cela avait le cas pour un trimestre en 2023 pour les **frontaliers belges**.

26.11.2024

L'accroissement démographique



Des investissements certes importants, mais non exceptionnels

26.11.2024

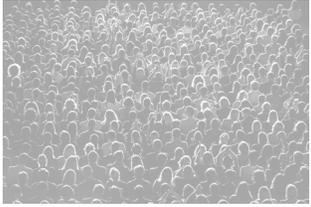
« Le Gouvernement s'engage à maintenir les investissements publics à un niveau élevé tout au long de la période législative afin de pouvoir répondre adéquatement aux défis structurels »

Administration centrale	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Investissements directs (formation de capital)	2 002	2 263	2 489	2 710	2 567	2 876
Investissements indirects (transferts en capital)	1 280	1 510	1 460	1 496	1 599	1 778
<u>Investissements directs et indirects</u>						
en millions	3 282	3 773	3 948	4 206	4 166	4 655
variation	+16,8%	+14,9%	+4,7%	+6,5%	-1,0%	+11,7%
en % du PIB	4,1%	4,6%	4,6%	4,6%	4,3%	4,6%
en % des dépenses totales	12,1%	12,8%	12,8%	13,1%	12,5%	13,2%

Note : Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros.

Evolution moyenne de +7,4%

Depuis 1995, moyenne autour de 4% du PIB



1. Le défi du logement (1/2)

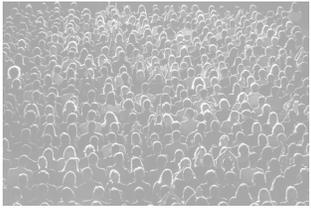
26.11.2024

Afin de soutenir et de redynamiser le marché immobilier :

➡ Nouvelle **mesure fiscale** : réduction de moitié de la base imposable des droits d'enregistrement et de transcription sur les acquisitions

➡ **Investissements** de l'Etat dans le domaine du logement

	2024	2025	2026	2027	2028
Logement	326	386	432	409	408
<i>Variation</i>		18,40%	11,92%	-5,32%	-0,24%
% du PIB	0,40%	0,45%	0,47%	0,43%	0,40%
Investissements (directs et indirects)	3.773	3.948	4.206	4.166	4.655
% du PIB	4,61%	4,55%	4,61%	4,34%	4,60%
Part relative Logement	8,64%	9,78%	10,27%	9,82%	8,76%



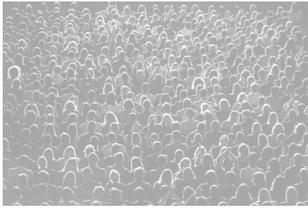
1. Le défi du logement (2/2)

26.11.2024

! Une attention particulière doit être portée aux **décalages temporels** dans l'exécution de projets

	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Dépenses du Fonds spécial pour le logement abordable selon le budget déposé en mars 2024	177.350	443.286	633.013	680.599	690.820	/
Dépenses du Fonds spécial pour le logement abordable selon le budget déposé en octobre 2024	183.930	330.718	460.706	516.737	502.783	494.978
<i>Variation</i>		79,81%	39,30%	12,16%	-2,70%	-1,55%
Ecart	6.580	-112.568	-172.307	-163.862	-188.037	/

	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Dépenses du Fonds spécial pour le logement abordable	183.930	330.718	460.706	516.737	502.783	494.978
Dépenses <u>ajustées</u> du Fonds spécial pour le logement abordable	183.930	273.768	311.178	353.361	327.009	325.546
Différence en milliers d'euros	0	56.950	149.528	163.376	175.774	169.432
Différence en %	0,0%	-17,22%	-32,46%	-31,62%	-34,96%	-34,23%



2. Le défi de la mobilité

26.11.2024

Les enjeux liés à la mobilité et aux conditions de transport sont une préoccupation centrale, impactant négativement l'attractivité du pays et la qualité de vie des habitants et des travailleurs

↳ La hausse des moyens alloués aux **infrastructures de mobilité** est saluée

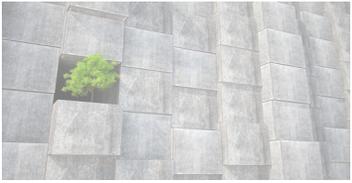
	2024	2025	2026	2027	2028
Infrastructures publiques (routes, etc.)	616	640	728	835	849
<i>Variation</i>		3,90%	13,75%	14,70%	1,68%
% du PIB	0,75%	0,74%	0,80%	0,87%	0,84%
Investissements (directs et indirects)	3.773	3.948	4.206	4.166	4.655
% du PIB	4,61%	4,55%	4,61%	4,34%	4,60%
Part relative Infrastructures	16,33%	16,21%	17,31%	20,04%	18,24%

↳ 454,8 millions d'euros seront alloués entre 2024 et 2028 au financement de l'**extension du réseau de tramway**

26.11.2024

CHAMBER OF COMMERCE

Les transformations environnementales



Une politique environnementale ambitieuse

26.11.2024

Les investissements publics dans l'environnement et le climat dépasseront le milliard d'euros en 2025

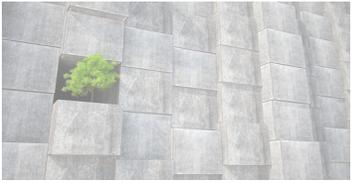
- soit une progression de 19,5% par rapport à 2024
- soit 1,2% du PIB

Une partie de ces investissements correspondent à la mise en œuvre des mesures du **PNEC**

Les investissements transitent à travers :

- le **Fonds** pour la gestion de l'eau
- le **Fonds** pour la protection de l'environnement
- le **Fonds** climat et énergie

	2024	2025	2026	2027	2028
Environnement et climat (y compris mobilité)	872	1.042	1.047	941	1086
<i>Progression</i>		19,50%	0,48%	-10,12%	15,41%
% du PIB	1,07%	1,20%	1,15%	0,98%	1,07%
Investissements (directs et indirects)	3.773	3.948	4.206	4.166	4.655
% du PIB	4,61%	4,55%	4,61%	4,34%	4,60%
Part relative Environnement et climat	23,11%	26,39%	24,89%	22,59%	23,33%



Des fonds spéciaux au cœur de la politique

26.11.2024

Fonds pour la gestion de l'eau

- Décalage temporel des crédits par rapport au budget de mars
- Volet « assainissement des eaux usées » qui va surtout mobiliser les crédits

Fonds pour la protection de l'environnement

- Progression importante des dépenses entre 2024 et 2028
- Toutefois, par le passé, écarts importants entre les montants budgétés et les dépenses finalement réalisées

Fonds climat et énergie

- De loin le plus important des Fonds en termes de montants
- Il est notamment alimenté par les recettes de la taxe CO₂
- L'enveloppe consacrée aux subsides pour l'achat de voitures électriques va passer de 73,3 millions d'euros en 2024 à 48 millions d'euros en 2025

26.11.2024

Les risques géopolitiques

L'engagement vis-à-vis de l'OTAN

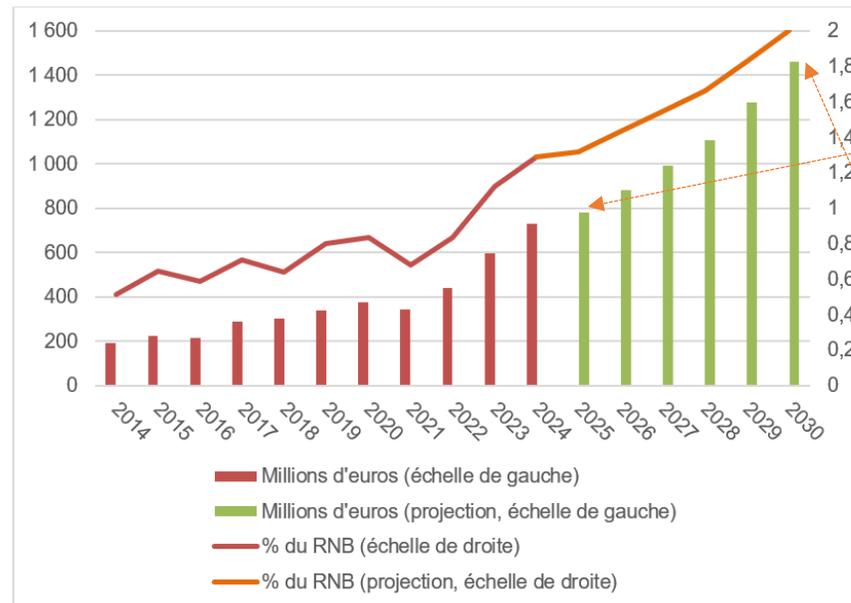
26.11.2024

- En 2006, les pays de l'Alliance ont affirmé leur volonté de mieux répartir l'effort, en fixant comme objectif de porter les dépenses nationales de chaque pays à 2% de leur PIB.
- Vu ses spécificités économiques, le Luxembourg a négocié, en juillet 2023, un régime d'exception, qui lui permet de porter son effort à 2% de son revenu national brut (RNB).
- En juin 2024, le Premier Ministre a précisé que le Luxembourg s'engageait à atteindre les 2% du RNB à l'horizon 2030.

L'impact budgétaire

Une accélération de la trajectoire qui demande des efforts additionnels :

2025 : 27,7 millions
2027 : 86,4 millions
2028 : 69,5 millions



En 2025 : 792 millions d'euros

× 2

En 2030 : 1.461 millions d'euros

La nécessité d'élaborer une stratégie économique

26.11.2024



Augmentation des moyens alloués au « Cyber » saluée

La composante « Land » va bénéficier d'une grande partie de l'effort supplémentaire

	2023	2024	2025	2026	2027	2028	Variation 2023-2028
Dépenses du Fonds d'équipement militaire	290.899	290.523	385.307	352.493	453.944	455.851	56,70%
<i>Variation</i>		-0,13%	32,63%	-8,52%	28,78%	0,42%	
Dont Air	34.938	29.288	82.292	33.419	71.290	78.290	124,08%
<i>Variation</i>		-16,17%	180,98%	-59,39%	113,32%	9,82%	
Dont Space	58.931	63.302	39.343	40.600	43.600	43.600	-26,02%
<i>Variation</i>		7,42%	-37,85%	3,19%	7,39%	0,00%	
Dont Services	1.267	2.535	535	535	535	535	-57,77%
<i>Variation</i>		100,08%	-78,90%	0,00%	0,00%	0,00%	
Dont Cyber	3.518	9.503	14.121	21.003	50.599	10.927	210,60%
<i>Variation</i>		170,13%	48,60%	48,74%	140,91%	-78,40%	
Dont Land	97.508	116.386	169.017	256.937	287.920	322.499	230,74%
<i>Variation</i>		19,36%	45,22%	52,02%	12,06%	12,01%	
Dont Nouveaux projets	94.737	—	—	—	—	—	—
<i>Variation</i>							
Dont Support Ukraine	—	69.510	80.000	—	—	—	—
<i>Variation</i>			15,09%				

! L'intensification de l'effort de défense luxembourgeois doit être accompagné d'une véritable stratégie économique afin de maximiser les retours sur investissement en soutenant en priorité les projets « Dual use », susceptibles de trouver une utilité à la fois civile et militaire

Le virage digital et de l'intelligence artificielle





L'IA, déclencheur d'une vague de productivité ?

26.11.2024

- Selon un récent rapport, le Luxembourg pourrait, si la GenAI est utilisée à son plein potentiel :
 - espérer **6 à 8 milliards d'euros de PIB en plus** par rapport à 2022 (+9%), entre 2028 et 2034,
 - voir se produire une **hausse de la productivité** des salariés fulgurante.
- Selon le BE du 2^{ème} semestre, l'intelligence artificielle est perçue comme la technologie qui devrait avoir **le plus grand impact sur les entreprises**
- Mais la **transversalité des initiatives** implique qu'il est difficile, voire impossible, de **chiffrer de façon précise les moyens globaux alloués**

! Un pilotage global doit être effectué :

- au risque de ne pas atteindre l'interopérabilité souhaitée
- au risque de voir se développer une digitalisation de l'Administration à plusieurs vitesses



Les enjeux majeurs en matière d'IA (1/2)

26.11.2024

Une stratégie claire

- Une nouvelle stratégie IA est en cours de préparation.
- Le Luxembourg doit concentrer des ressources stratégiques sur des secteurs où le pays peut devenir un centre d'excellence en IA, notamment dans les domaines de l'espace, de la finance, et de la santé.

Une législation porteuse d'opportunités et non de barrières

- La mise en œuvre du règlement européen sur l'IA, dit AI Act, est une occasion à ne pas manquer afin de positionner le Luxembourg comme hub de l'IA.

Des infrastructures fortes

- Le financement des infrastructures de communication quantique et de « superordinateurs », ainsi que le soutien au « cloud » souverain luxembourgeois seront poursuivis selon le budget, mais il est impératif d'intensifier ces investissements.
- Les dépenses du CTIE vont atteindre environ 780 millions d'euros entre 2025 et 2028.



Les enjeux majeurs en matière d'IA (2/2)

26.11.2024

Des talents formés

- Nécessité de développer des programmes de formation en IA à tous les niveaux (écoles, entreprises, particuliers) pour favoriser une montée en compétences généralisée et rapide.
- Création d'un BTS « Applied artificial intelligence » au Lycée des Arts et Métiers, à partir de la rentrée 2024/2025 est à saluer.

Des financements suffisants et rapidement mobilisables

- Trop souvent, les jeunes entreprises innovantes se délocalisent car elles n'ont pas accès, ni accès assez rapidement, aux financements, et que la partie administrative des dossiers est lourde, complexe et chronophage.
- Lancement d'un nouveau programme « Fit 4 Digital – AI » est à saluer ainsi que l'extension des SME Packages à la cybersécurité et à l'intelligence artificielle.
- Au-delà des financements publics, les projets d'IA doivent pouvoir être soutenus par l'investissement privé, notamment en développant davantage le capital-risque.

MERCI DE VOTRE ATTENTION